

LES HOSPITALO-UNIVERSITAIRES EXAMINENT LE DÉCRET OUYAHIA

Diagnostic : gel de la grève en «observation»

La décision d'Ouyahia n'a pas totalement contenté les hospitalo-universitaires. Lors de l'AGE organisée hier, le Syndicat national des enseignants et chercheurs hospitalo-universitaires a décidé un gel momentané de la grève et donné quitus au conseil national et au bureau national de gérer la crise, avec la possible reconduction du mouvement de contestation. Sous le regard vigilant des hospitalo-universitaires, la situation reste «en observation»...

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Les hospitalo-universitaires, soutenus par un nombre considérable d'étudiants, se sont prononcés hier pour le gel de la grève. Le décret du gouvernement Ouyahia modifiant l'évaluation et l'avancement de leur carrière et de leur régime indemnitaire a mis le feu aux poudres parmi la communauté des hospitalo-universitaires et estudiantine. Dans l'amphithéâtre ayant abrité l'AGE, les commentaires fusaient : «Nous avons un salaire égal à celui d'un infirmier», s'écrie à plusieurs reprises un maître-assistant en psychiatrie, «égal à celui d'une

femme de ménage», ajoutera un autre médecin. Inébranlables, ils estiment que la lutte pour la dignité doit continuer. Les propositions du ministère restent «aléatoires», estiment les praticiens hospitalo-universitaires (professeurs et maîtres assistants). Pour ces derniers, il est trop tôt pour crier victoire, même s'ils ont réussi à mettre Ouyahia devant le fait accompli. Pour rappel, sur instruction du ministre de la Santé, une délégation composée des cadres du ministère de la Santé et des directeurs des hôpitaux Mustapha-Pacha, Béni-Messous et Zmerli se sont rencontrés, lundi dernier, au

ministère de l'Enseignement supérieur. Des cadres du ministère de l'Enseignement supérieur et des représentants de la Fonction publique et du ministère des Finances ont pris part à cette rencontre. Objectif de la réunion : entamer des négociations pour la satisfaction des revendications des professeurs et maîtres-assistants hospitalo-universitaires, alors en grève et mettant en péril l'année universitaire des étudiants en médecine. Ces revendications portent principalement sur une revue à la hausse des rétributions salariales. Les hospitalo-universitaires exigeaient 75% d'augmentation de leur traitement mensuel.

Après une réunion marathon de 14h, un accord de principe a été arraché par les cadres du ministère de la Santé à leurs vis-à-vis, et portant, sur une augmentation de 55% avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008. Un P-V a été signé par les différentes parties et serait sur le bureau du Premier ministre aux

fin de l'établissement d'un décret dans ce sens.

Une autre réunion interministérielle portant sur le même sujet, mais cette fois-ci initiée et présidée par le Premier ministre, a eu lieu jeudi 14 mai, regroupant les ministres de la Santé, de l'Enseignement supérieur et des Finances, le secrétaire général du gouvernement, le DG de la Fonction publique, ainsi que les cadres à l'origine de l'accord du 10 mai. Une officialisation de cet accord a été annoncée durant cette journée par Ahmed Ouyahia. L'annonce officielle sera faite par Saïd Barkat, qui a reçu le syndicat le jour-même. «Cette rétribution est imposable et cotisable», explique le P^r Djedjig.

Ainsi, un professeur en début de carrière se retrouvera avec une augmentation de 19 832 DA sur son salaire de base. Celui en fin de carrière bénéficiera de 26 000 DA.

Une rétribution que le SG du MSPRH et le staff ayant participé

aux négociations des 10 et 14 mai qualifient de «second salaire», évolutif de surcroît. Un fait que les hospitalo-universitaires qualifient d'humiliant. Cela dit, l'indemnité hospitalière, elle, sera supprimée. Mais optimiste, et surtout tentant de calmer les esprits, le P^r Djedjig estime avoir gagné tout de même en évolutivité. La signature du décret en question se fera, au plus tard, le 31 du mois en cours, rassure le SG du MSPRH. Autre revendication restée en suspens, la question des indemnités, citée par le P^r Belhadj. Les hospitalo-universitaires laissent entendre que le malaise est plus profond. Le ras-le-bol est bien légitime. La dualité hospitalo-universitaires—gouvernement risque de durer dans le temps.

Seuls gagnants après cette bataille qui a duré 4 mois, les étudiants qui voient le spectre d'une année blanche se dissiper. Cependant, aucune date n'a encore été fixée concernant la tenue des examens et des stages.

A la question de savoir si la tenue des examens pourrait être repoussée ou décalée on devra attendre la rencontre qui réunira la délégation estudiantine, le syndicat et le doyen de l'université.

Les étudiants ont, par ailleurs, réitéré leur soutien à la cause de leurs aînés. Cela dit, ils appellent à une réorganisation pour le bon déroulement de leurs examens.

W. Z.

INDUSTRIE

Hamid Temmar à Annaba

Hamid Temmar, ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements, était hier à Annaba pour présider l'ouverture des travaux du Forum national pour la promotion de l'investissement.

A cette occasion, le ministre a fait part d'un programme d'aide et de mise à niveau des entreprises, à travers la création de centres techniques industriels au profit de ces dernières qui doivent se mutualiser. Ce programme, qui est finalisé, selon le ministre, sera présenté dans le plan d'action du Premier-ministre devant l'Assemblée populaire nationale (APN), prévu pour ce mardi. Quatre zones pilotes, dont Annaba, seront créées pour la relance de l'industrie, a révélé Hamid

Temmar. Il a annoncé, à ce propos, la désignation de représentants du ministère auprès des wilayas, lesquelles sont tenues de mettre en place des alliances entre les entreprises, les universités, les pôles de recherche et les associations activant dans le domaine pour le développement et l'innovation. Dans son intervention, le ministre semble revoir sa copie concernant les entreprises publiques, principalement celles de l'industrie lourde. Ce revirement serait dicté

par les remarques du chef de l'Etat au sujet de la politique de privatisation de ces entreprises, menée ces dernières années par le ministre. Aujourd'hui, la privatisation tous azimuts a montré son inefficacité. Les résultats obtenus sont loin des objectifs recherchés. D'où cette volonté des pouvoirs publics de leur reprise en main et de leur réhabilitation. A cet effet, entre 5 et 6 milliards de dollars ont été injectés par l'Etat dans des études de réhabilitation des entreprises étatiques, selon le ministre. Ceci est fait dans un souci de limiter les importations qui ont dépassé, pour l'année 2008, les 40 milliards de dollars, indique le membre du gouvernement

qui s'est interrogé également sur les capacités du secteur privé national dans la production industrielle lourde, qui ne dépassent pas les 25%. Beaucoup d'argent a été dépensé par l'Etat pour la réhabilitation et l'aménagement des zones industrielles et d'activités commerciales. «Le résultat a été médiocre», estime Hamid Temmar, indiquant que son département travaille actuellement à la meilleure façon de gérer ces zones. Aux doléances des chefs d'entreprise présents, notamment celles relatives aux lourdeurs bureaucratiques, aux crédits bancaires et au manque sur le marché de matières premières, le ministre a souligné que «le

métier de banquier est un métier à risque». Il doit s'impliquer dans le développement de l'économie nationale, a-t-il fait remarquer. A un opérateur économique dans la production de matériaux de construction de la région de Constantine, qui se plaignait du manque de ciment, matière indispensable à son activité, Hamid Temmar a fait un aveu d'impuissance des pouvoirs publics face au phénomène de la spéculation. «Nous n'avons pas pu stopper cette pratique des intermédiaires», affirme-t-il, indiquant que la production des cimenteries du pays additionnée à celle de la société française La Farge, dépasse la demande.

A. Bouacha

RACHID BENAÏSSA À CONSTANTINE :

«La récolte sera exceptionnelle»

Tout est fin prêt pour la campagne de moisson de cette saison. Hier à Constantine, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Rachid Benaïssa, a réuni ses collaborateurs des 14 wilayas de l'Est pour discuter des dernières retouches.

Ceci au moment où les moissons ont déjà commencé dans certaines wilayas depuis une semaine. Un dispositif exceptionnel pour une récolte qui s'annonce «très bonne» grâce aux conditions climatiques favorables, selon M. Benaïssa. La conférence a, également, traité d'un autre sujet, plus laborieux, à savoir la résorption des jachères pour la sai-

son prochaine en alternant la culture des légumes secs.

Une question stratégique dont la finalité est loin des seules considérations techniques liées au rendement aux yeux du ministre qui précisera que les surfaces concernées s'élèvent à près de 3,5 millions d'hectares par an. 8 500 moissonneuses-batteuses devront ainsi être mobili-

sées à travers le territoire national, dont 1 000 ont été prises en charge dans le cadre du plan de réparation et d'entretien lancé par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic). Notons que 60 % de la facture d'entretien ont été assumés par l'Etat. De plus, des unités mobiles dépendant des entités régionales de l'Oaic (Coopératives des céréales et des légumes secs) devront sillonner les champs de récolte pour faire face aux éventuelles pannes en pleine moisson.

Et en matière de prévention, la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) distribuera, gratuitement, un extincteur par moissonneuse pour lutter contre les incendies et réduire les pertes. Néanmoins, le problème de stockage continue de hanter les esprits des responsables du secteur dans certaines wilayas, comme Khenchela. Par ailleurs, les agriculteurs intervenus dans le débat ont soulevé d'autres problèmes que le P-dg de l'Oaic, M. Mohamed Kacem, s'est engagé de régler, comme les horaires de travail limitants au niveau des CCLs. «Nous allons recruter 3 000 saisonniers à l'est du pays pour pallier le déficit du

personnel qui travaillera cette année selon un système de 3 fois 8. C'est dire que les agriculteurs pourront effectuer leurs livraisons 24 heures sur 24», rassurera-t-il. Dans un autre chapitre, l'expérience d'utilisation des jachères par certains agriculteurs aurait donné des satisfactions surtout à Constantine où les opérateurs locaux ont porté la surface utilisée pour la culture de lentilles, par exemple, de 200 hectares en 2004 à 17 000 hectares actuellement. Sauf que ces opérateurs ont décrié les retards accusés dans le paiement des primes accordées par l'Etat dans ce sens (2 400 DA/quintal pour les lentilles). «L'octroi de la prime n'interviendra que lorsque la qualité du produit sera certifiée, soit après usinage. L'objectif est de réduire la facture d'importation des légumes secs qui s'élève à 160 millions USD en moyenne par an. Enfin, l'exploitation des jachères, pas forcément en développant la culture des légumes secs, vise, entre autres, la fixation sur le long terme des populations rurales, notamment celles qui pratiquent la transhumance», conclura le ministre.

L. H.

ÉMIGRATION CLANDESTINE

Les gardes-côtes interceptent deux groupes de harraga

Très tôt hier matin, les gardes-côtes relevant du Groupement régional de la façade maritime ouest ont intercepté deux groupes de harraga qui se trouvaient à bord d'embarcations. C'est à quelques 18 milles au Nord de Cap-Falcon, sur la corniche oranaise, que les gardes-côtes ont repéré les embarcations et ont pu les intercepter, mettant ainsi fin à cette tentative groupée d'immigration clandestine. En effet, le premier groupe était composé de 24 jeunes originaires de Relizane, alors que le second comptait 21 jeunes, tous de Tiaret.

La possibilité qu'un réseau soit à l'origine de ces deux tentatives de rejoindre clandestinement l'Espagne est quasi certaine pour nombre d'observateurs. Pour rappel, un commissaire avait, lors d'une journée d'étude à Oran, expliqué que des réseaux extrêmement structurés se trouvent derrière ces tentatives de harraga, nonobstant la misère et le manque de perspective pour les jeunes. Il faut dire que c'est un commerce mafieux qui rapporte énormément, près de 10 millions de centimes en moyenne par personne. Les forces de sécurité ont d'ailleurs annoncé que leur objectif est désormais le démantèlement de ces réseaux, y compris à l'intérieur du pays.

Fayçal M.

Quotidien national d'information générale

RECRUTE

pour sa rédaction centrale basée à Alger :

- 1- Des journalistes expérimentés
- 2- Des diplômés universitaires maîtrisant parfaitement la langue française.

Envoyez votre CV et lettre de motivation à l'adresse électronique suivante : Journalrecrute@yahoo.fr

N. B : il ne sera répondu qu'aux candidatures jugées intéressantes.